



FORMULAIRE 4.5



**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
RAPPORT DE FIN DU PROJET**

PAYS: République Démocratique du Congo (RDC)
PÉRIODE CONSIDÉRÉE: juillet 2010 - 31 mars 2014

Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: Restauration de l'autorité de l'Etat à l'Est de la RDC. Renforcement des capacités des agents de l'administration publique en zones récemment stabilisées et réhabilitation/construction et équipement de bâtiments administratifs stratégiques
Numéro du Programme (*le cas échéant*) PBF/COD/E-3
00075962
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale multipartenaires):¹ PBF/COD/E-3
00075962

Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: PNUD; UNOPS

Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales: CAS /MONUSCO ; Gouvernements provinciaux du Nord et Sud Kivu et District de l'Ituri

Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)
1500000 USD

Contribution gouvernementale
(*le cas échéant*)

0

Autres contributions
(donateurs) (*le cas échéant*)

0

TOTAL: 1500000 USD

Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 36 mois

Date de démarrage²
(*jour/mois/année*) 30/06/2010

Date de fin prévue à l'origine³ 30/06/2011
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle⁴
(*jour/mois/année*) 31/03/2014

¹ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

² La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

³ Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

⁴ S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Rapport soumis par

Nom: Pierre GUSIRA

Titre: Chargé de Programme

Organisation participante (principale): PNUD

Courriel: pierre.gusira@undp.org

PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet a contribué:

Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué. Consolider les acquis de la paix par le retour de l'administration locale et des services sociaux dans les zones d'instabilité dans les provinces du Nord et du Sud Kivu en RDC et créer les conditions pour la reconstruction à plus long terme.

Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué.

1. Nombre de bâtiments construits et de kits en équipements en mobiliers et matériels informatiques fournis dans les zones minières.
2. Nombres d'agents de localités (groupements et territoires) dans les axes prioritaires déployés ou confirmés et formés ;
3. Nombre de services des localités dans les axes prioritaires qui ont bénéficié de l'appui technique ou l'appui conseil des experts
4. Nombre d'émissions radios réalisées sur le rôle et la mission l'administration.
5. Nombre de personnes sensibilisés sur le retour de l'administration légale

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: en decalage

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: La présence de l'Etat est effective par le déploiement des agents formés et de services administratifs essentiels et opérationnels dans les 5 sites miniers ainsi que dans les 20 entités administratives ciblées;

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

Indicateur 1: Nombre d'agents et d'autorités locales formés et déployés dans les 25 entités retenues	Niveau de référence: Pas d'étude de référence Cible: 500 agents et chefs coutumiers à déployer dans les 22 entités retenues ayant pris part aux sessions de formation organisées État d'avancement:431 agents et ... autorités locales
Indicateur 2: Nombre de service public déployés et opérationnels	Niveau de référence: Pas d'étude de référence Cible: Les services administratifs prioritaires de base sont délivrés (état civil, affaires intérieures et sécurité et planification du développement); État d'avancement:3
Indicateur 3:	Niveau de référence: Cible:

	État d'avancement:
--	--------------------

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

470 agents et 30 autorités formés dans 22 entités retenues

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?

Le résultat est atteint.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 caractères maximum)?

On n'a pas repris le nombre d'autorités d'autorité n'a pas été précisé suite au fait que les listes des autorités formées n'étaient pas complètes.

Description du résultat 2: Réhabilitation ou construction de 2 bâtiments administratifs dans 2 zones minières

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

<p>Indicateur 1:</p> <p>Nombre des bâtiments réhabilités ou construits et équipes remis aux autorités dans les zones minières appuyées par le projet PBF-RDC de création de centres de négoce</p> <p>Indicateur 2:</p> <p>Indicateur 3:</p>	<p>Niveau de référence: Pas d'étude de référence</p> <p>Cible: 2</p> <p>État d'avancement:1</p> <p>Niveau de référence:</p> <p>Cible:</p> <p>État d'avancement:</p> <p>Niveau de référence:</p> <p>Cible:</p> <p>État d'avancement:</p>
---	---

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

1 bâtiment administratif (Biruwe) construit et équipé à 100% a été livré aux bénéficiaires

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?

Le résultat a été à moitié atteint.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 caractères maximum)?

Deux causes sont à la base de l'arrêt de ces travaux, à savoir :

- La situation sécuritaire très précaire dans la zone d'exécution du projet. Cette insécurité a été la principale cause de la résiliation par l'UNOPS du contrat qui le liait à la société « AMICOR », en charge la construction du bâtiment administratif d'Iteberoqui a reçu des menaces à plusieurs reprises par des hommes armés non autrement identifiés, le personnel d'AMICOR ne se rendait plus sur le site du projet avec comme conséquence, l'arrêt des travaux de construction.
- Le mauvais état des routes qui ne facilite pas l'approvisionnement du chantier en matériaux de construction.

A ce jour, le niveau d'avancement des travaux de construction du bâtiment administratif d'Itebero est de 25%. Tous les équipements prévus pour ledit bâtiment ont déjà été acquis et sont actuellement entreposés au bureau de l'UNOPS à Goma, en attente de la finalisation des travaux de construction. Les travaux ont été arrêtés sur le site depuis le 01/03/2012 à la suite des raisons évoqué

Description du résultat 3: 500 fonctionnaires de l'Etat des administrations locales dans les 5 sites miniers et les 20 entités administratives situées le long axes routiers prioritaires de l'ISSSS sont formés par le PNUD en formation de base et techniques spécifiques (formation des formateurs, formations des autorités locales, etc.)

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

Indicateur 1: Nombre des agents et fonctionnaires à déployés dans les 25 entités retenue ayant pris part aux sessions de formation organisées	Niveau de référence: Pas d'étude de base Cible: 470 agents et 30 chefs coutumiers État d'avancement:431 agents et 55 chefs coutumiers
Indicateur 2: Nombre de sessions de formation organisée	Niveau de référence: Pas d'étude de base Cible: 11 État d'avancement:12
Indicateur 3: Nombre des agents formés ayant obtenu 70% au test d'évaluation post formation	Niveau de référence: Pas d'étude de base Cible: 80 État d'avancement:90

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

- 1) 500 agents et chefs coutumiers à déployer dans les 22 entités retenues ayant pris part aux sessions de formation organisées
- 2) 11 sessions de formation organisées
- 3) Au moins 80% des agents sélectionnés et formés ayant obtenu 70% au test d'évaluation post formation

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?

Les cibles ont été dépassées.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 caractères maximum)?

Le projet a plutôt dépassé les prévisions sur ce résultat.

Description du résultat 4: 3 services administratifs stratégiques et prioritaires du plan, finances et de l'intérieur y compris l'état civil et population de 5 sites miniers et de 20 entités administratives ciblées sont renforcés

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en décalage

Indicateur 1: Nombre de services des localités (groupement et territoire) passés sous le contrôle des FARDC qui délivrent les services mandataires	Niveau de référence: Pas d'étude de base Cible: 3 État d'avancement:3
Indicateur 2: Nombre d'experts immergés dans l'administration locale	Niveau de référence: Pas d'étude de base Cible: 18 État d'avancement:12
Indicateur 3:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

- 1) 3 services administratifs délivrent des services de base aux populations
- 2) 18 experts sont immergés dans les 6 axes

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 caractères maximum)?

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 caractères maximum)</p>	<p>Les Procès-verbaux de remise et reprise provisoire et définitive du bâtiment administratif de Biruwe dûment signés par les autorités étatiques compétentes de même que les travaux réalisés sur le terrain concernant le bâtiment administratif d'Itebero peuvent attester de l'état d'avancement du projet.</p> <p>La délivrance de services sociaux de base aux populations comme l'enregistrement des faits d'état civil, de même que la disponibilité de registres d'état civil (Acte de remise) , l'élaboration de budgets de chefferie qui respectent la nomenclature budgétaire du pays grâce à l'appui-conseil des experts immergés sont des preuves qui montrent non seulement l'état d'avancement du projet mais également son utilité dans le cadre de la consolidation de la paix dans le Nord et le Sud-Kivu</p> <p>En ce qui concerne le processus de validation des rapports, il faut mentionner que tous les rapports annuels ont été transmis aux Comités de suivi pour approbation.</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 caractères maximum)</p>	<p>Le projet a contribué de manière modeste à combler le déficit budgétaire nécessaire pour résoudre les problèmes majeurs de la consolidation de la paix dans cette partie de la RDC. Ses actions ont permis de déployer une partie de l'administration dans des zones jadis occupées par des groupes rebelles et surtout de former des fonctionnaires et des chefs coutumiers aux normes de fonctionnement d'une administration moderne. C'est un cout important, mais d'autres besoins du même type ne sont pas encore satisfaits et cela fragilise le processus de consolidation de la paix et crée une situation à double vitesse. Il faut incontestablement des ressources additionnelles pour que l'administration soit présente partout dans cette partie du pays mais surtout qu'elle soit en mesure de livrer des services de base aux populations.</p>
<p><u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit</p>	<p>Les résultats du projet ont permis de pacifier les zones dans</p>

des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 caractères maximum)	lesquelles il est intervenu à l'exception de Rutshuru qui a été occupé par le M23 pendant plusieurs mois. En effet, avec le déploiement de l'administration et surtout sa capacité à délivrer des services de base, les populations ont commencé à faire confiance à l'Etat, l'autorité à commencé à être restaurée. Ceci a permis d'accélérer le processus de paix, même si tout cela est encore fragile.
<u>Gestion de risques/innovation</u> : Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 caractères maximum)	Oui, l'achat de registres d'états civils ne faisait pas partie des activités programmées au début du projet. Mais après la formation des agents des services de l'Etat civil, le chef du projet et les autorités locales ont décidé d'acheter des registres d'état civil pour donner un sens à la formation théorique des agents. Ce fut la grande innovation du projet; et cela a produit des résultats importants: augmentation de l'enregistrement des faits d'état civil à Rutshuru, Walungu, etc, délivrance de services de base liés à l'état civil. Mais le résultat le plus important c'est que les personnes enregistrées auront un statut juridique reconnu, les statistiques seront plus fiables.
<u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u> : La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable à la fin du projet? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 caractères maximum)	Le projet a fait des efforts importants pour tenir compte de la parité entre sexes: prise en compte de la dimension genre dans ses curricula de formation, recrutement de formatrices, recrutement d'experts femmes et participation des femmes aux formations et séances de sensibilisation sur la réconciliation nationale et la consolidation de la paix. Mais la parité n'a pas été atteinte, mais le processus a été lancé et c'est la chose la plus importante dans un processus de consolidation de la paix.

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 caractères maximum)	Le projet a eu ses meilleurs résultats dans les provinces, districts ou chefferies dirigés par les responsables engagés avec un leadership. Il est important de mettre en place une stratégie de mitigation des risques pouvant entraver la mise en œuvre harmonieuse du projet. Dans le cas d'espèce, les activités de construction du bâtiment administratif d'Itebero ont été fortement handicapées par le risque sécuritaire pourtant identifié au moment de la conception du projet. L'absence d'une stratégie concrète de mitigation de ce risque, budgétisée et approuvée par le bailleur peut être retenue comme une des causes de la non finalisation de cette activité à ce jour.
Enseignement 2 (1 000 caractères maximum)	La construction des infrastructures dans des zones enclavées comme le Masisi avec une situation sécuritaire précaire nécessite plus de

	temps.
Enseignement 3 (1 000 caractères maximum)	Il faut définir les rôles et responsabilités des autorités locales pour assurer le suivi du projet et surtout inscrire dans les budgets locaux un volet renforcement des capacités des agents et entretien des bâtiments construits.
Enseignement 4 (1 000 caractères maximum)	
Enseignement 5 (1 000 caractères maximum)	

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plait, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 caractères maximum).

Parmi les réussites du projet nous proposons le témoignage d'une personne ayant bénéficié d'une de ses formations « Je suis très contente d'avoir participé à cette formation. Jamais je n'imaginai que j'en apprendrais sur la décentralisation à 52 ans». Charlotte Kursumu Muongo, mère de sept enfants, travaille dans le Comité Local Permanent de Conciliation (CLPC) de Kamuronza dans le Nord-Kivu. «Dorénavant, je saurai comment rédiger correctement un rapport, comment se comporter dans les tribunaux des bureaux de chefferie,... Je n'ai pas été à l'école, donc ces formations me permettent de renforcer mes connaissances. Tout cela est très positif, y compris pour les relations de travail au bureau »

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veuillez indiquer si les dépenses liées au projet ont été en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: en décalage

Si les dépenses ont été en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 caractères maximum).

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veuillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veuillez également mentionner les changements apportés au projet (quel type et quand) (2 000 caractères maximum):

Le projet est un projet conjoint avec l'UNOPS. Chaque agence avait son volet et travaillait seule, les équipes étaient distinctes et le budget géré de manière individuelle. De ce point de vue, il n'y a pas beaucoup d'interactions entre nos deux agences. Cependant, l'UNOPS et CAS

MONUSCO ont participé à toutes les réunions du Comité de pilotage, présidé par un représentant du Ministre de l'Intérieur et aux Comités de suivi du projet dans les provinces et districts. Il faudrait dans l'avenir mettre sur pied des équipes intégrées pour gérer pareils projets et surtout élaborer une feuille de route pour favoriser l'appropriation nationale mais également la pérennisation des acquis à la fin du projet